



0

Conjoncture des principales filières agricoles bretonnes

le 6 novembre 2024

chambres-agriculture-bretagne.fr



Service Economie-emploi

Avec le soutien financier :



CHAMBRE D'AGRICULTURE BRETAGNE

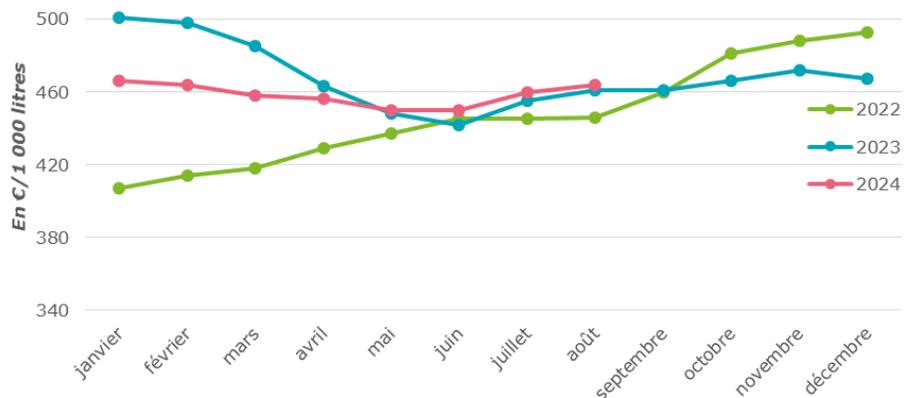
Les prix se maintiennent en productions bovines

chambres-agriculture-bretagne.fr



Des prix toujours élevés en productions bovines

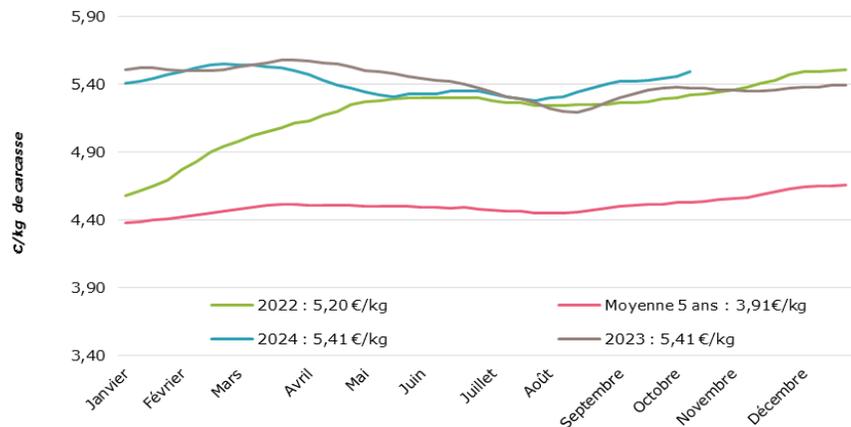
Légère hausse annuelle du prix du lait depuis l'été 2024



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : FranceAgriMer, Enquête mensuelle laitière au 25/10/2024

Les cotations des JB U- sont toujours à des niveaux élevés (moyennes entrée abattoir)

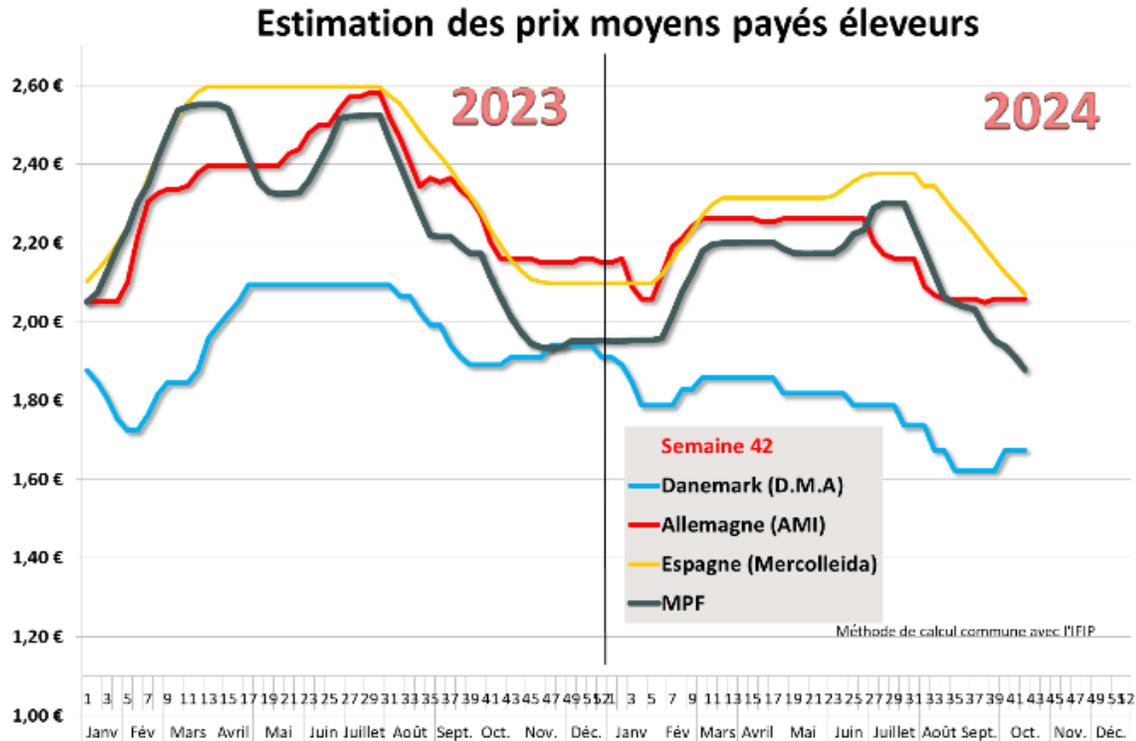


Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : FranceAgriMer et Agreste Bretagne au 23/10/2024

- Prix toutes qualités et primes confondues ramené à un lait de composition standard : 464 €/1 000 litres en août 2024 (+0,7 %/août 2023)
- Prix lait bio : 510 €/1 000 litres sur janv./août 2024
- La plupart des cotations des bovins continuent d'afficher des niveaux élevés.
- La vache de race à viande R+ a dépassé les 5,70 €/kg de carcasse au début de l'automne.
- Le prix des bovins laitiers est en revanche inférieur à 2023. La vache de réforme laitière P= cote à 4,27 €/kg de carcasse à la mi-octobre, 6 % en-dessous d'octobre 2023.

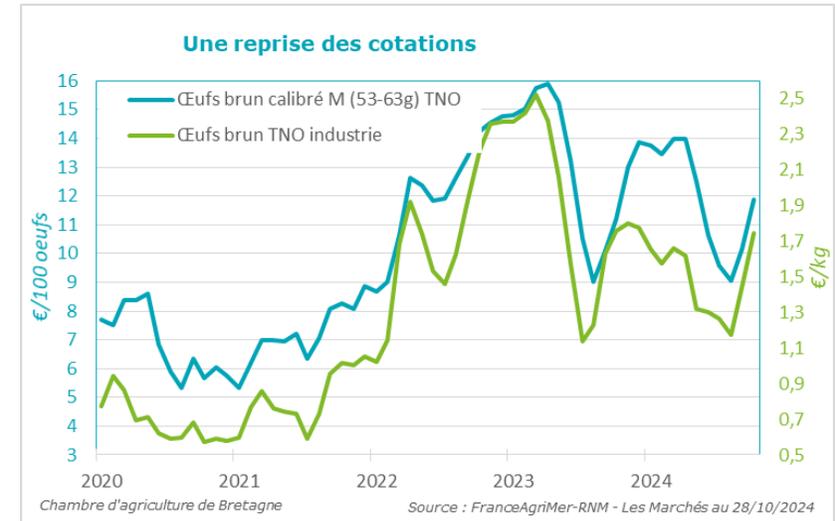
Mais un décrochage du prix du porc



- La cotation au marché du porc de Plérin a perdu 44 centimes/kg de carcasse entre fin juillet et mi-octobre. Elle est passée de 2,13 €/kg à 1,70 €/kg.
- Cette correction est plus marquée que dans les autres pays européens.

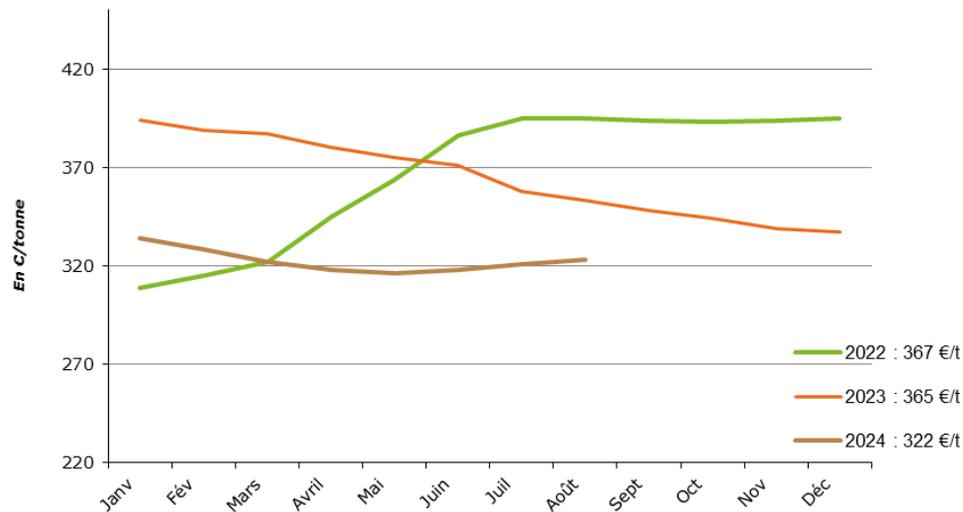
Alors que les cotations TNO des œufs coquille et pour l'industrie repartent à la hausse

- Les prix repartent à la hausse depuis septembre :
 - En œufs coquille, la cotation moyenne TNO des œufs brun calibré M atteint 11,9 €/100 œufs en octobre, en hausse de 6 % sur un an.
 - En œufs pour l'industrie, la cotation moyenne des œufs départ élevage destinés à l'industrie atteint 1,7 €/kg proche de la stabilité.
 - En comparaison à la moyenne sur trois ans, la cotation est supérieure de 10 % en œuf coquille et stable en œufs industrie.



Et que le prix de l'aliment porc reste élevé

Le prix de l'aliment pour porc est inférieur à celui de 2023



Chambre d'agriculture de Bretagne

Source : IFIP au 24/10/2024

- Le prix de l'aliment se remonte légèrement à 323 €/tonne en août d'après l'Ifip.
- Il est 8,5 % au-dessous d'août 2023 mais demeure bien supérieur à la période antérieure à la guerre en Ukraine.

Des volumes de production globalement en recul

chambres-agriculture-bretagne.fr

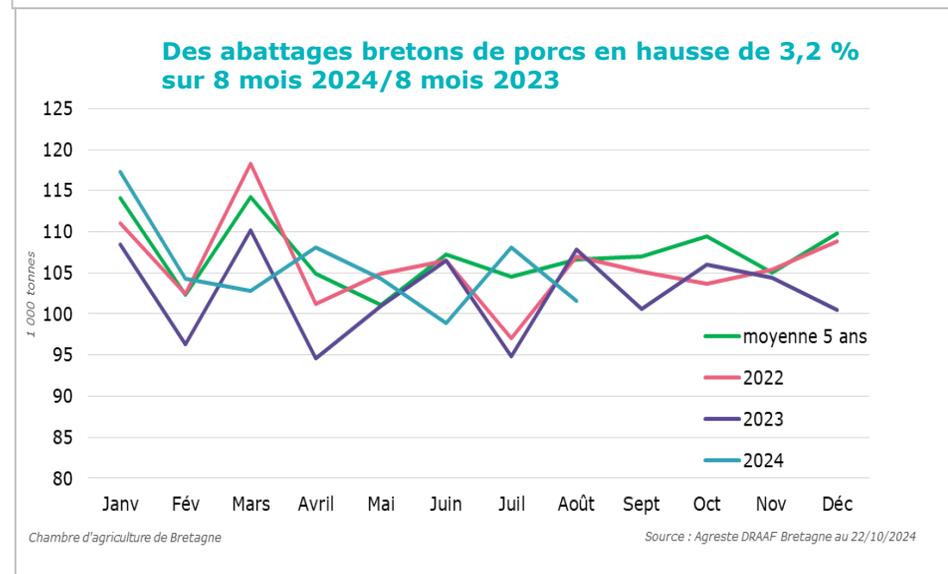
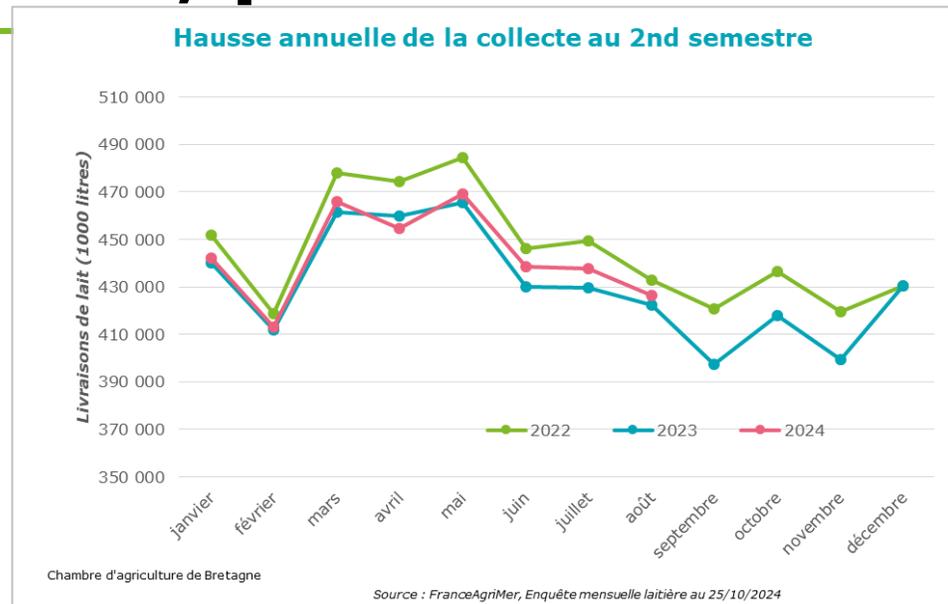


CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BRETAGNE

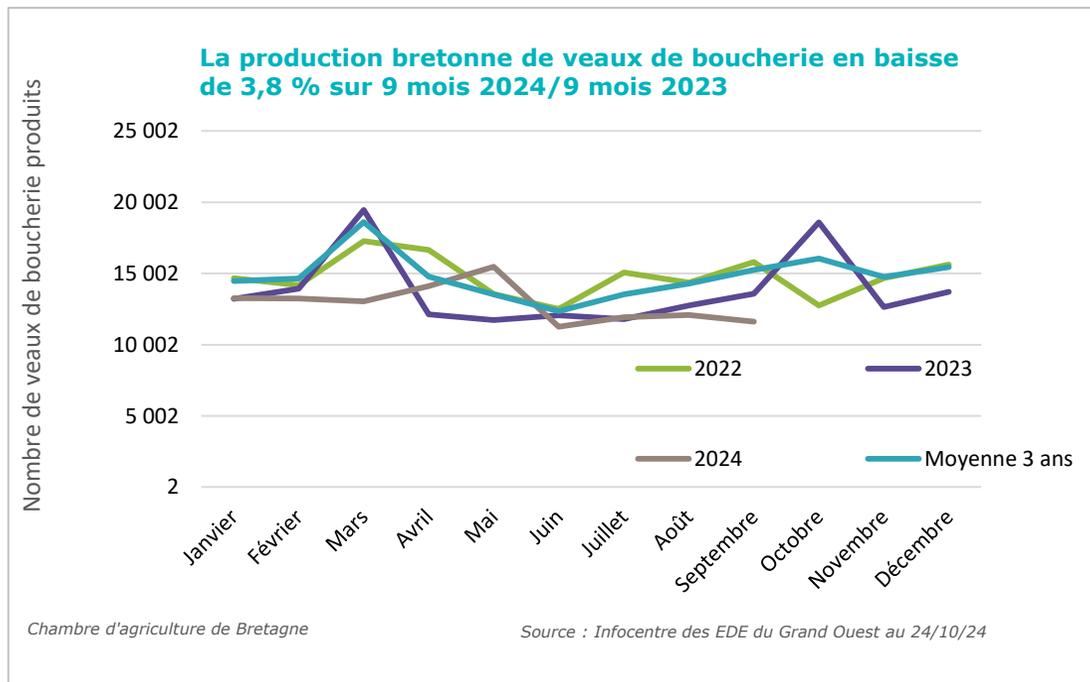
Une reprise des volumes en lait, porc ...

- En **lait**, une collecte en hausse de janvier à août :
 - +1,2 %/2023 (+0,8 % si on prend en compte l'effet année bissextile)
 - Mais -2,4 %/2022
- Avec de fortes disparités départementales

- En **porc**, les abattages bretons retrouvent le chemin de la croissance, ils augmentent de 3,2 % en tonnes et de 1,7 % en têtes sur les 8 premiers mois de 2024 par rapport à la même période de 2023.
- Les abattages augmentent aussi aux niveaux national et européen.



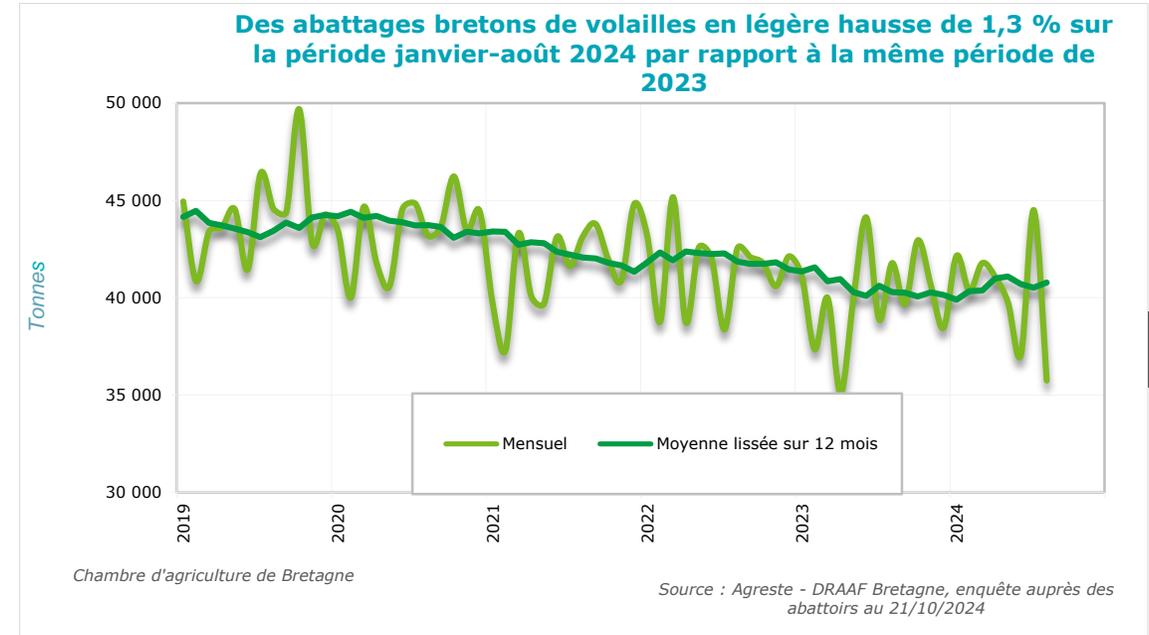
Mais une baisse en bovins qui se poursuit



- Les sorties boucherie **gros bovins** reculent de 1,6 % sur les 9 premiers mois de 2024 par rapport à 2023.
- 116 000 **veaux de boucherie** ont été produits en Bretagne entre janvier et septembre 2024. Ce chiffre est en repli de 3,8 % par rapport à la même période de 2023.
- Les cours restent pourtant bien orientés : le veau rosé clair O atteint 7,34€/kg de carcasse mi-octobre soit 7,5 % au-dessus des cours d'octobre 2023.

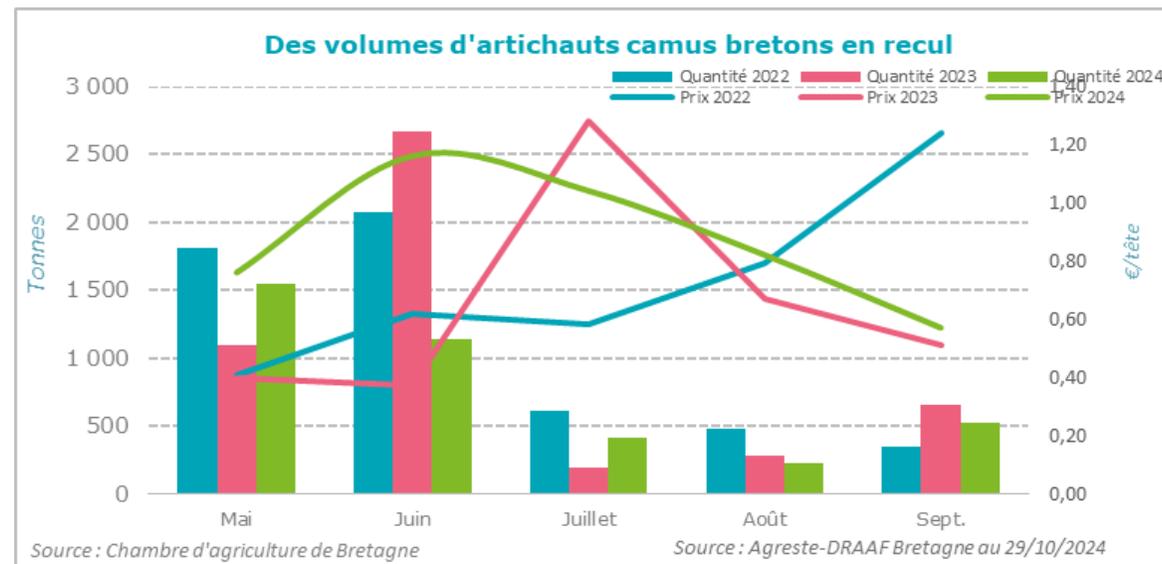
Et des abattages de volailles qui patinent en Bretagne

- Les abattages français sont en forte croissance. Sur les 8 premiers mois de 2024, ils s'envolent de 15,5 % par rapport à la même période de 2023.
- Les abattages bretons de volaille ne progressent « que » de 1,3 % entre janvier-août 2024 et janvier-août 2023.
- Mais ils restent inférieurs de 2,7 % à ceux de la même période 2022.



Une baisse des apports en légumes pour le frais

- **Chou-fleur** : sur 9 mois recul des apports bretons de 19 %/9 mois 2023 et de 25 %/moyenne sur 5 ans. Un prix moyen à 0,98 €/tête, en recul de 8 %/2023 et en hausse de 19 %/moyenne sur 5 ans.
- **Artichauts**, globalement une bonne campagne qui fait suite à une campagne 2023 catastrophique. En mai-septembre 2024/mai-septembre 2023, un prix moyen supérieur de 35 % à celui de la moyenne sur cinq ans, mais des apports en recul de 21 %.
- **Coco de Paimpol** : de bons rendements qui permettent de compenser un recul des surfaces en Coco de Paimpol.



➤ **En légumes pour la transformation des volumes presque au niveau de l'attendu.**

- En pois :
 - des implantations décalées compte tenu des conditions météorologiques pour un total d'environ 26 700 ha. 7 900 ha dans le Grand-Ouest, en recul de 1 300 ha .
 - Malgré l'abandon d'environ 10 % des surfaces, le volume prévisionnel est inférieur de seulement 4 % au prévisionnel.
- En haricots :
 - des surfaces semées en recul de 900 ha dans le Grand-Ouest pour atteindre 7 100 ha (24 000 au niveau national).
 - Des volumes inférieurs de 6 % au prévisionnel
- Flageolets : une hausse des surfaces au national.

Les volumes de fabrication d'alimentation animale en net retrait

AOUT 2024	France	Bretagne
Aliment bovins	-5,6 %	-0,9 %
Aliment porcins	-7 %	-7,4 %
Aliment poulet	-3,8 %	-4,9 %
Aliment pondeuse	-3,4 %	-3,7 %
Aliment dinde	-15 %	-18,3 %
TOTAL	-5,7 %	-5,8 %

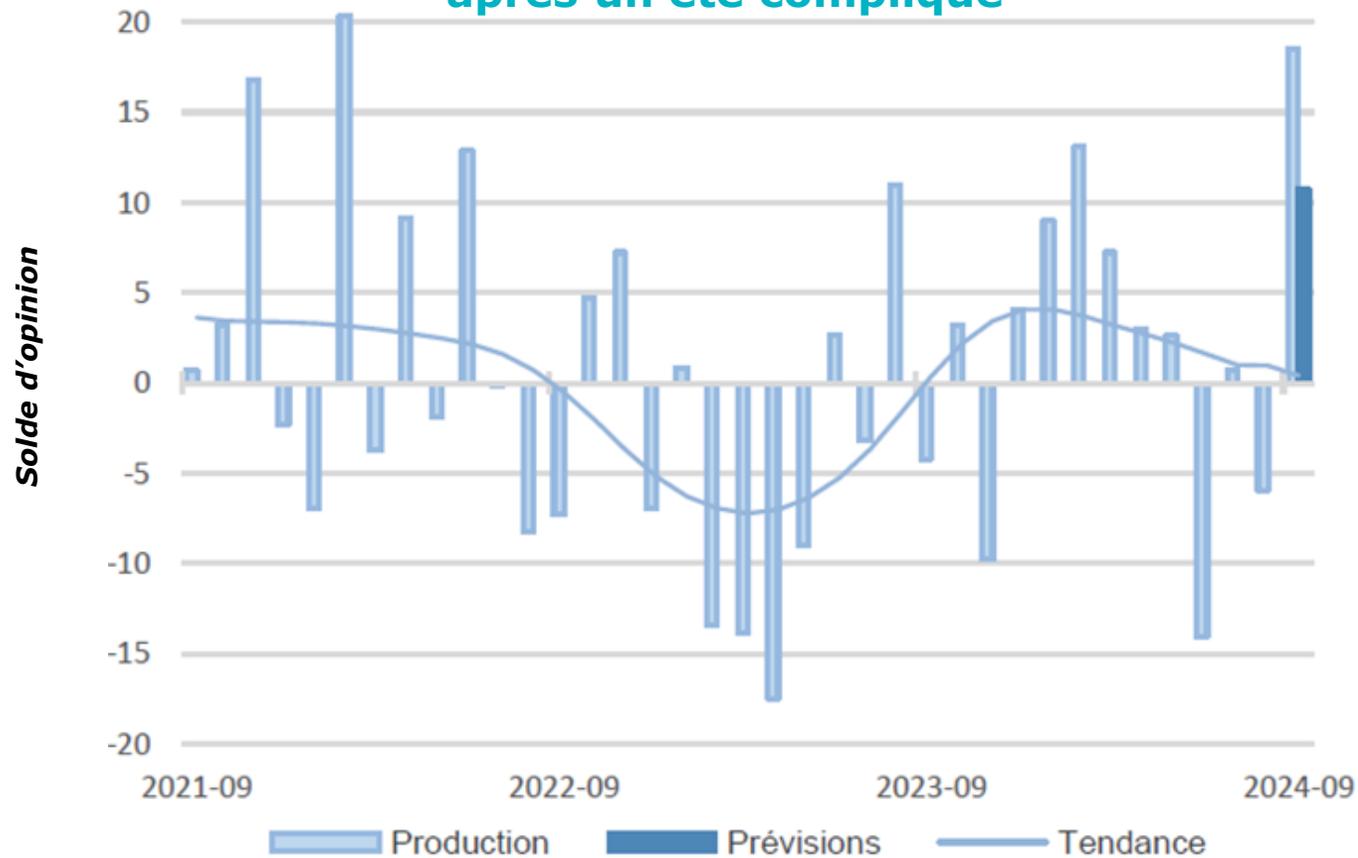
Des difficultés pour l'agroalimentaire et l'emploi bretons

chambres-agriculture-bretagne.fr



Un rebond conjoncturel pour les IAA bretonnes

La production agroalimentaire bretonne repart à la hausse en septembre après un été compliqué

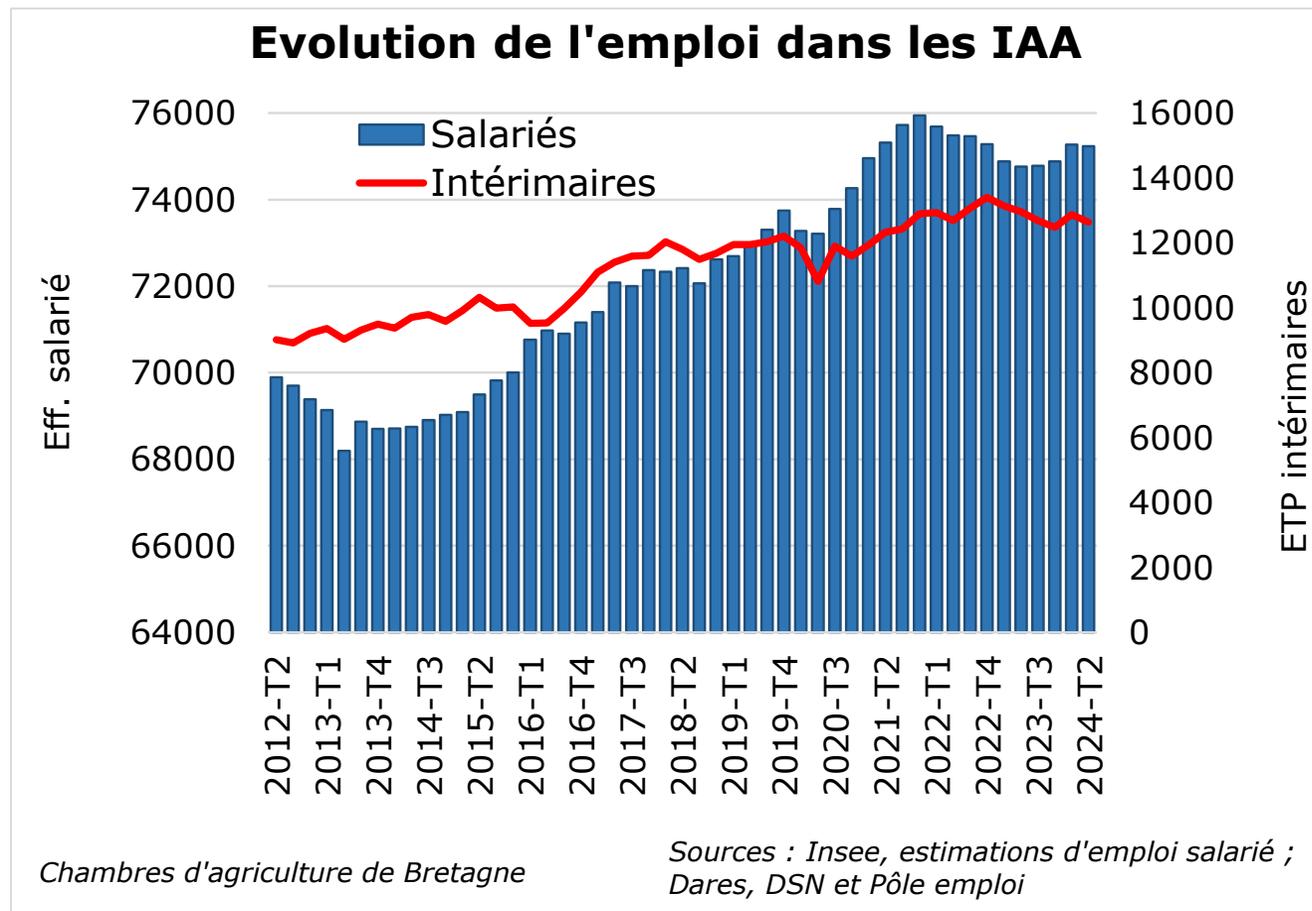


Prévisions :
octobre 2024

Source : Tendances régionales Banque de France au 14/10/2024

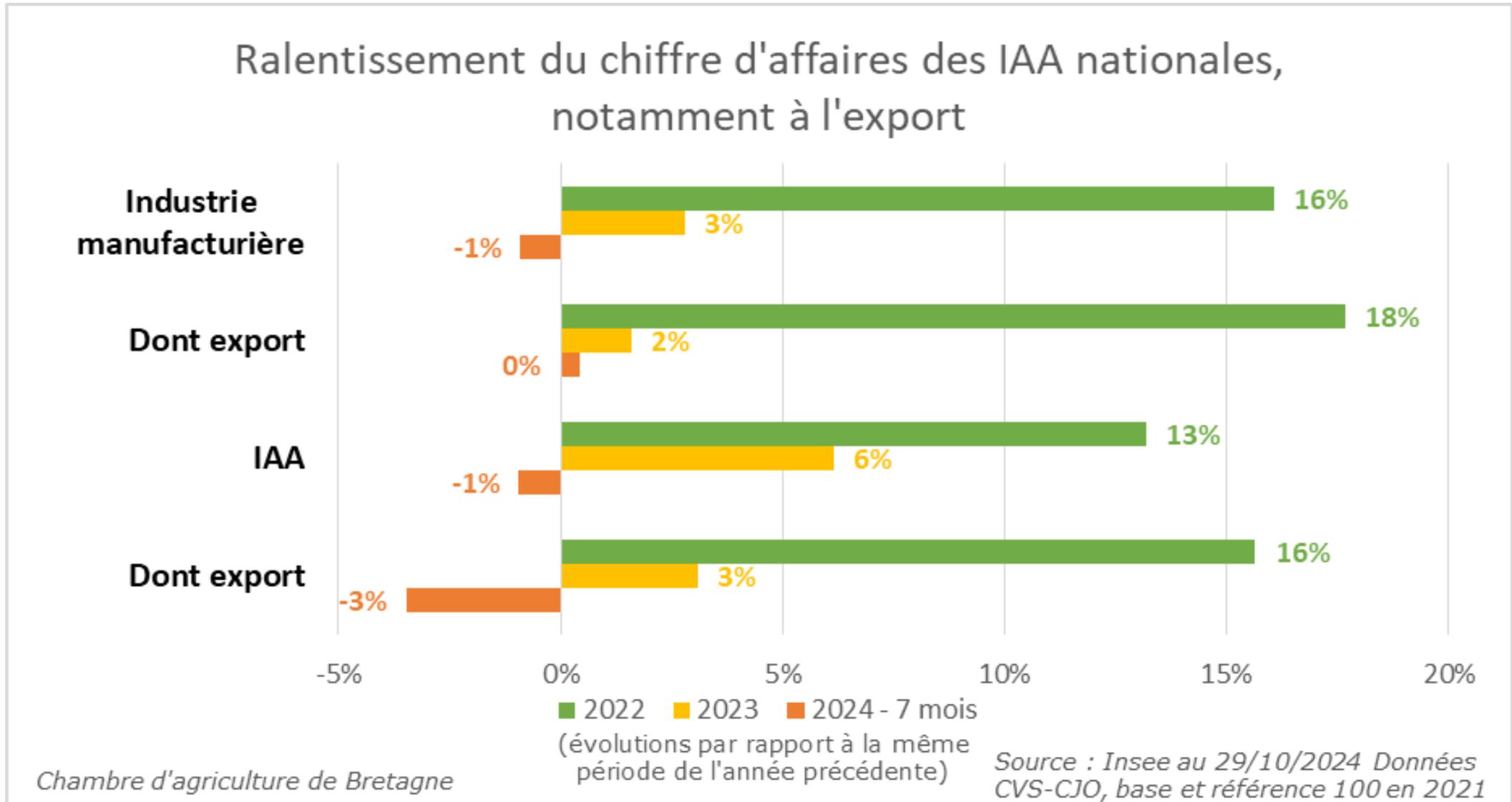
Mais une légère baisse de l'emploi en agroalimentaire

- IAA : **75 230 salariés et 12 640 ETP intérimaires** au 2^e trimestre 2024.
- Après une remontée de l'emploi dans les IAA à partir du second semestre 2023...
- ... **une légère baisse au 2^e trimestre 2024**, notamment pour les emplois intérimaires



Avec un taux de chômage toujours réduit en Bretagne : 5,9 % au 2^e trimestre 2024 (contre 7,1 % au niveau national).

Et des difficultés à l'export pour les IAA



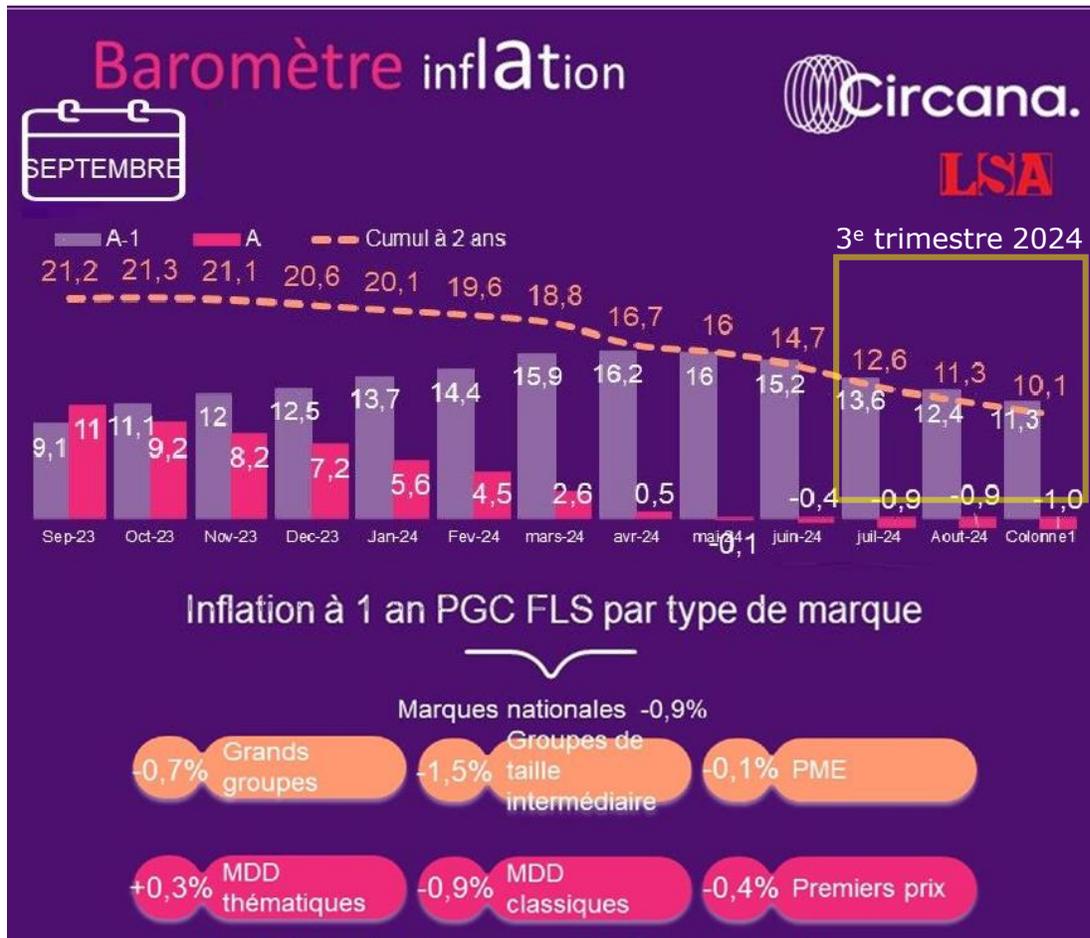
Une poursuite de la déflation : quelle incidence sur la consommation?

chambres-agriculture-bretagne.fr



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BRETAGNE

La déflation se poursuit



- 3^e trimestre 2024 : second trimestre de déflation sur les PGC-FLS*
- Seuil symbolique :
-1 % en sept. 24/sept. 23
- Frais libre-service moteur de la déflation
- Les marques nationales mieux orientées que les MDD

19

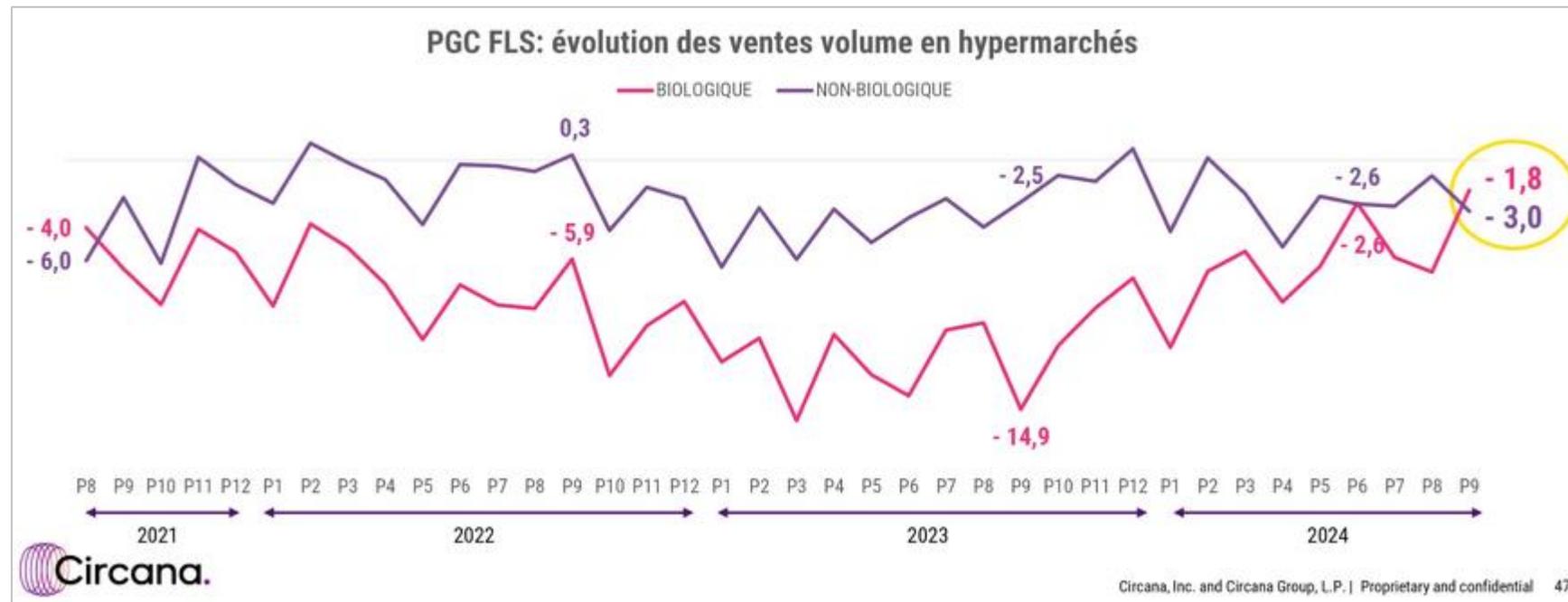
*PGC-FLS : Produits alimentaires, boissons, produits ménagers et d'hygiène principalement

Les MDD ont de quoi se questionner

- Grandes gagnantes de l'inflation
- Au 3^e trimestre 2024 : la déflation met un **coup d'arrêt à la descente en gamme**
- Les distributeurs travaillent leur stratégie MDD :
 - Les MDD dominent les lancements de nouveaux produits
 - Les groupes se positionnent :
 - Carrefour : 40 % de son CA en MDD pour 2026
 - E.Leclerc : ne se fixe pas de limite

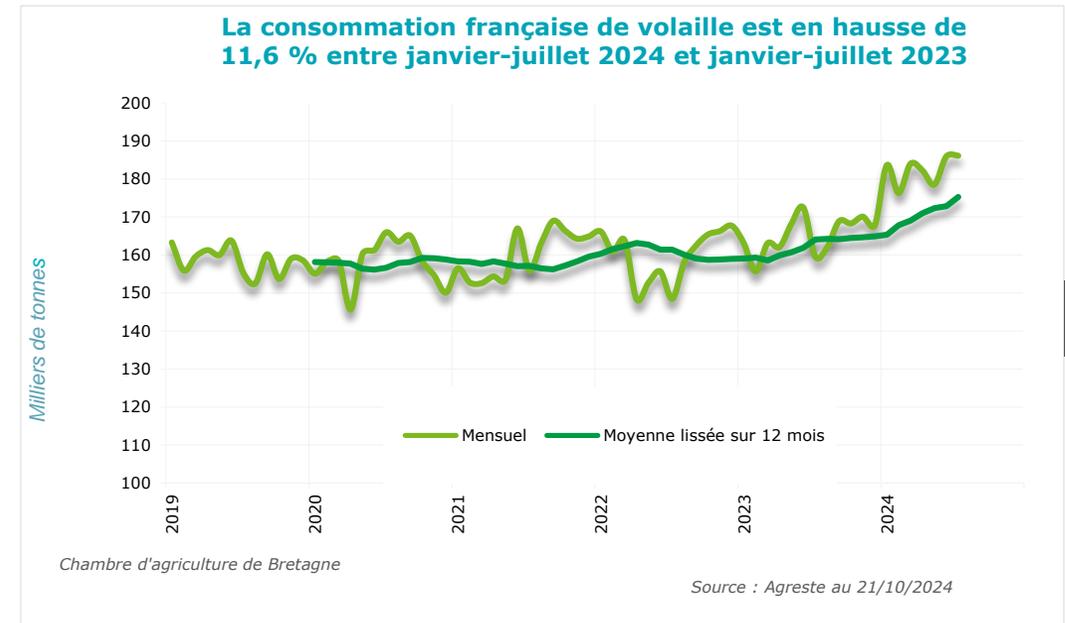
➤ Alors que le bio reprend du poil de la bête

- Les ventes en frais libre-service et épicerie dopent les produits bio.
- Des produits bio remarquablement bien orientés sur les ventes en volumes en hypermarchés.
- La distribution spécialisée bio profite de la dynamique : +7 % de CA de janvier à septembre 2024.



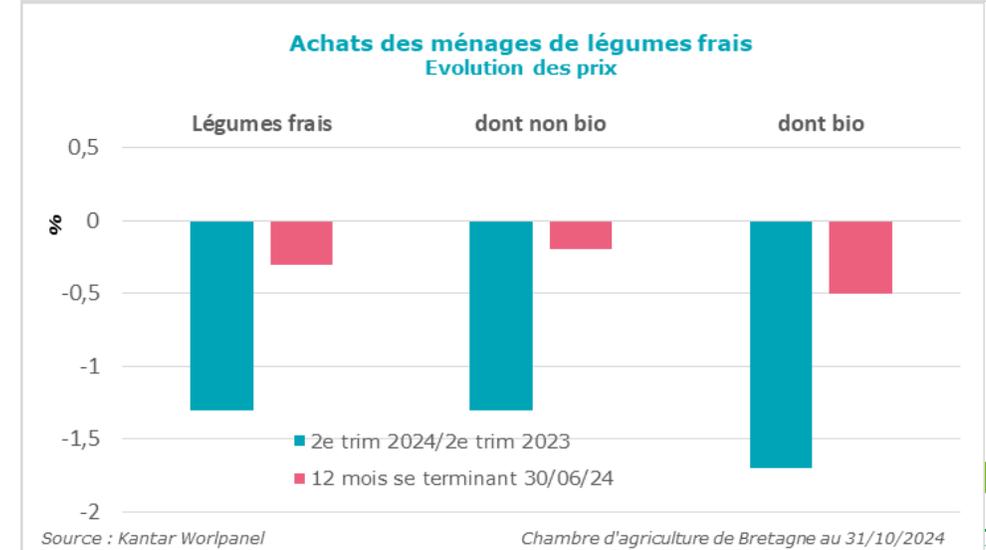
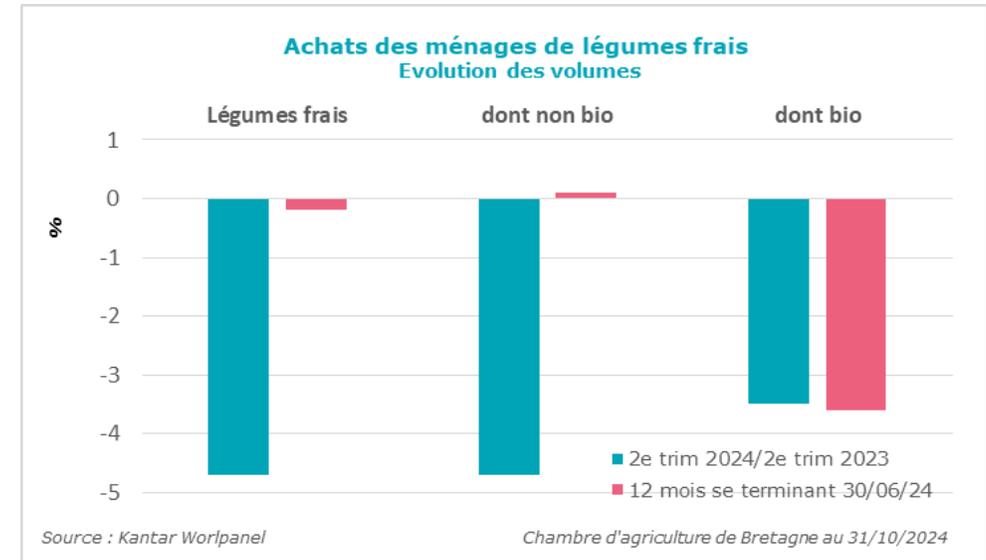
Une forte croissance de la consommation de volailles

- L'indice des prix à la consommation de la viande de volaille a baissé de 2,3 % entre septembre 2023 et septembre 2024.
- La consommation française est particulièrement dynamique puisque sur les 7 premiers mois de 2024, elle s'accroît de 11,6 % par rapport à la même période de 2023.



Alors que les achats des ménages de légumes frais se replient

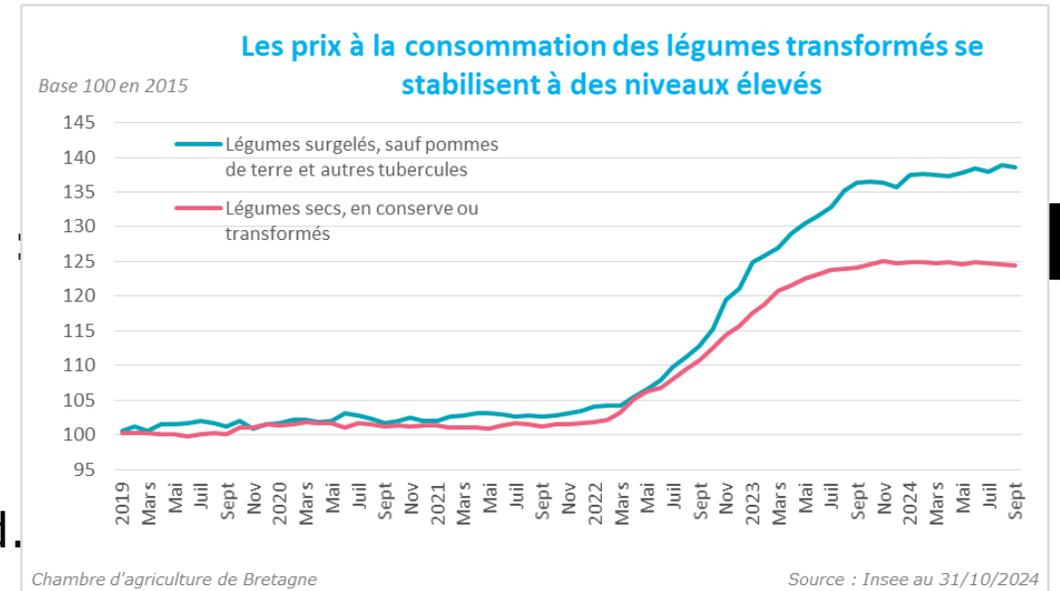
- Les achats des ménages de fruits et légumes frais reculent de 1,8 % au 2^e trimestre 2024/2^e trim 2023.
- Ce repli concerne surtout les légumes (-4,7 %) avec une baisse moins marquée pour les produits bio (-3,5 %).
- Les prix des légumes frais à la consommation reculent -1,3 % au 2^e trimestre 2024/2^e trim 2023. Sur la même période, les prix des fruits frais sont proches de la stabilité (-0,3 %).



Des prix élevés à la consommation des légumes surgelés et en conserves

- Les prix à la consommation des légumes transformés sont proches de la stabilité, à des niveaux élevés, depuis le dernier trimestre 2023.

- La consommation :
 - Achats des ménages au 2^e trim 2024/2^e trim 23 :
 - Hausse de 5 % pour les légumes surgelés pour un volume proche de 2022.
 - Stabilité pour les légumes en conserves pour retrouver leur niveau d'achat pré-Covid.



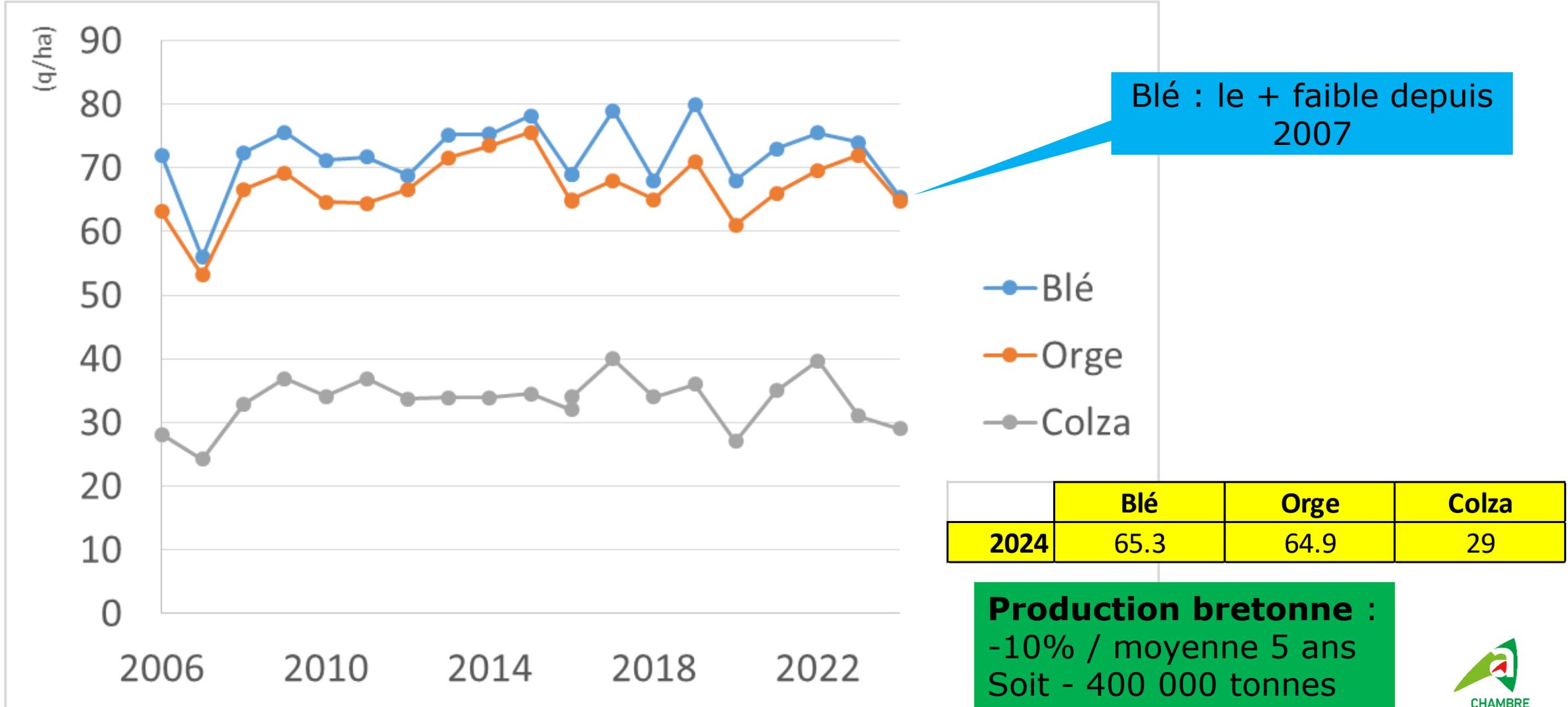
- Un redémarrage de la restauration mais qui ne bénéficie pas aux légumes surgelés et conserves.

Les points à surveiller

chambres-agriculture-bretagne.fr



Des rendements 2024 en grandes cultures historiquement bas



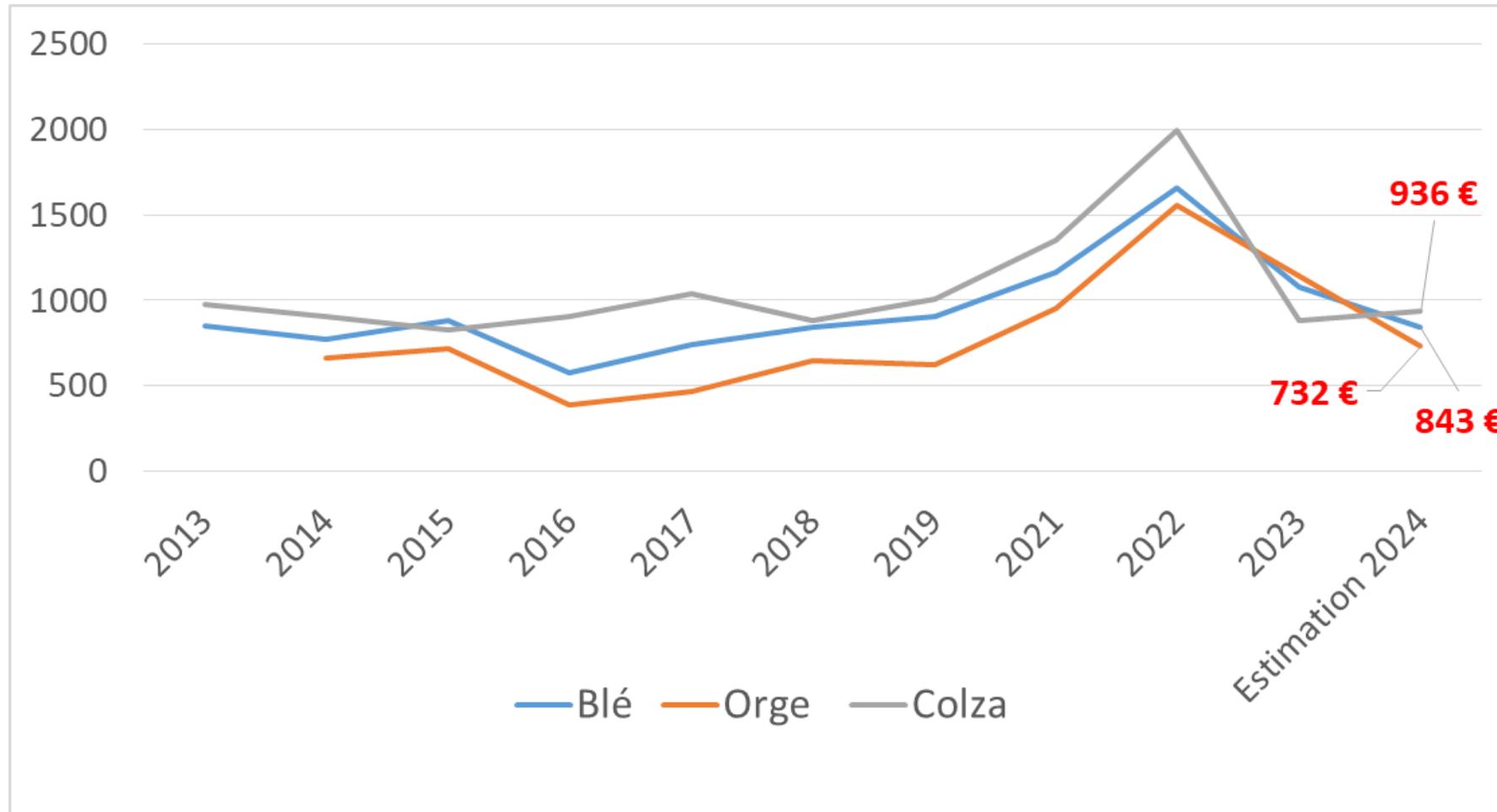
source : Agreste au 01/10/2024



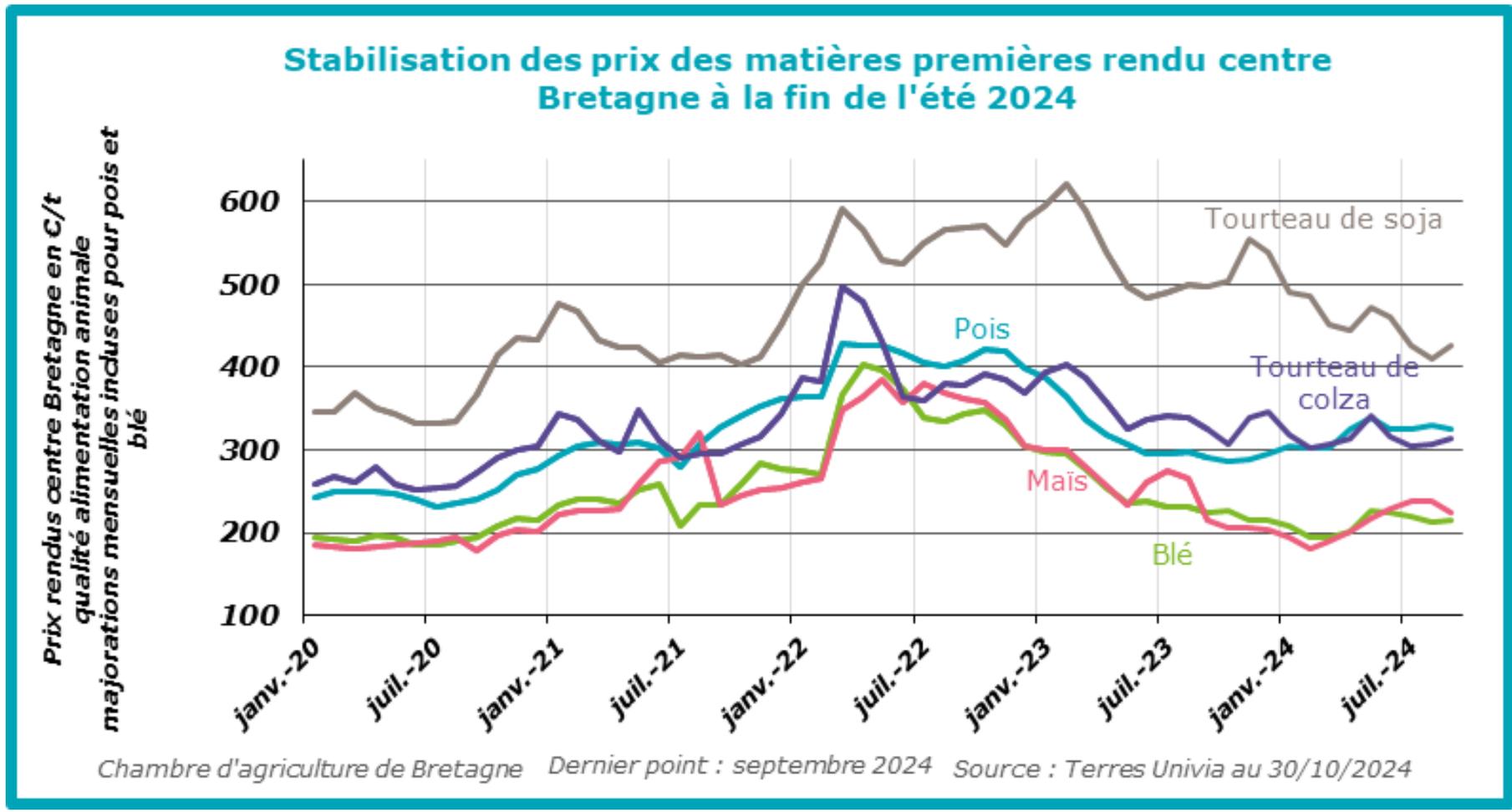
Un retour des prix à la normale



Des marges brutes 2024 en baisse de l'ordre de -5 à - 15% / moyenne 10 ans



Les prix des matières premières agricoles devraient s'orienter à la baisse cet automne



Le plan Lactalis de réduction de la collecte laitière

- **-450 millions de litres d'ici 2030.**
 - 150 producteurs dans l'est de la France dès 2026
 - 120 autour de la Vendée dès 2026
 - 238 producteurs d'Unicoolait (Moselle) en 2030 → 160 M litres
 - **135 M litres à déterminer !**
- Peu de risque que des producteurs bretons soient concernés
- Mais un signal fort sur le rapport de force entre producteurs et transformateurs.

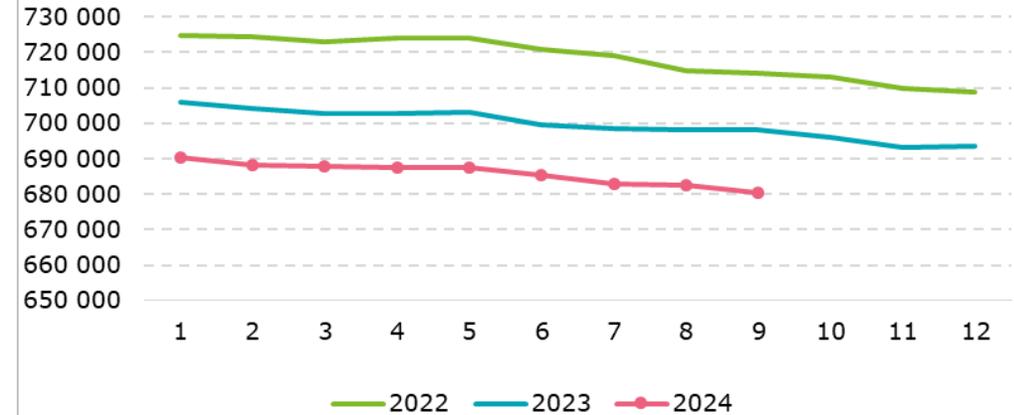
➤ Arrêt de collecte de Lactalis en bio

- **26 producteurs concernés** par un arrêt de collecte en bio en Bretagne
- Les producteurs ont **2 ans pour décider** :
 - Retrouver un autre collecteur
 - Rester avec Lactalis et être collecté en conventionnel
- **Selon Lactalis : difficultés à valoriser le lait bio**
 - 50 % de déclassement pour l'entreprise
 - 40 % tout transformateurs confondus en France
- **Annonce à contre-courant** :
 - Ventes lait bio stables en magasins spécialisés et le recul des ventes ralentit en GMS
 - **Retour à l'équilibre offre/demande attendu pour 2025.**

La décapitalisation des cheptels laitiers et allaitants se poursuit

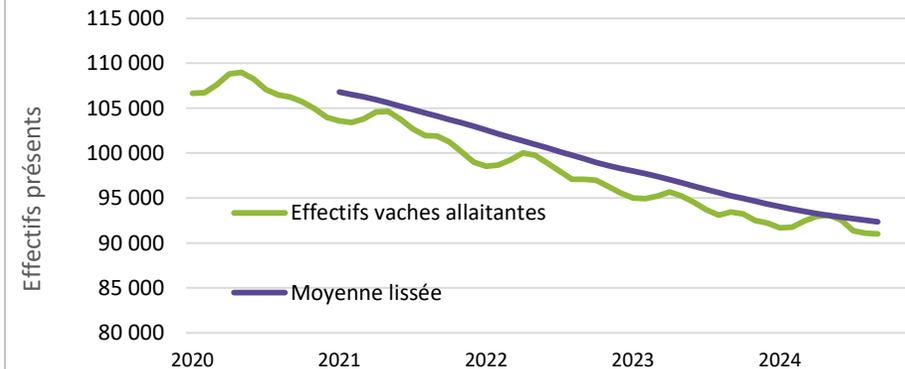
- Au 30/09/2024, la Bretagne compte :
 - 680 500 vaches laitières, soit -2,5 %/2023.
 - 91 000 vaches allaitantes (-2,6 % en un an).

La décapitalisation du cheptel laitier se poursuit



32

Un ralentissement de la baisse du nombre de vaches allaitantes en Bretagne



Chambre d'agriculture de Bretagne Source : infocentre des EDE du Grand Ouest au 23/10/2024

Les échanges commerciaux

- La **confrontation commerciale en cours entre l'UE et la Chine** pourrait avoir des conséquences sur certains filières :
 - La viande de porc.
 - Le lait :
 - Cette annonce intervient alors que les importations chinoises continuent de reculer, en raison d'une consommation intérieure morne. En juin 2024 :
 - - 47 % sur les poudres maigres/juin 2023
 - - 30 % sur les poudres grasses/juin 2023
- Les **importations de tomates en provenance du Maroc sont toujours dynamiques**. Elles progressent de 10 % sur Janv-août 2024/janv-août 2023. Le Maroc et l'Espagne représentent 72 % et 15 % des importations françaises.

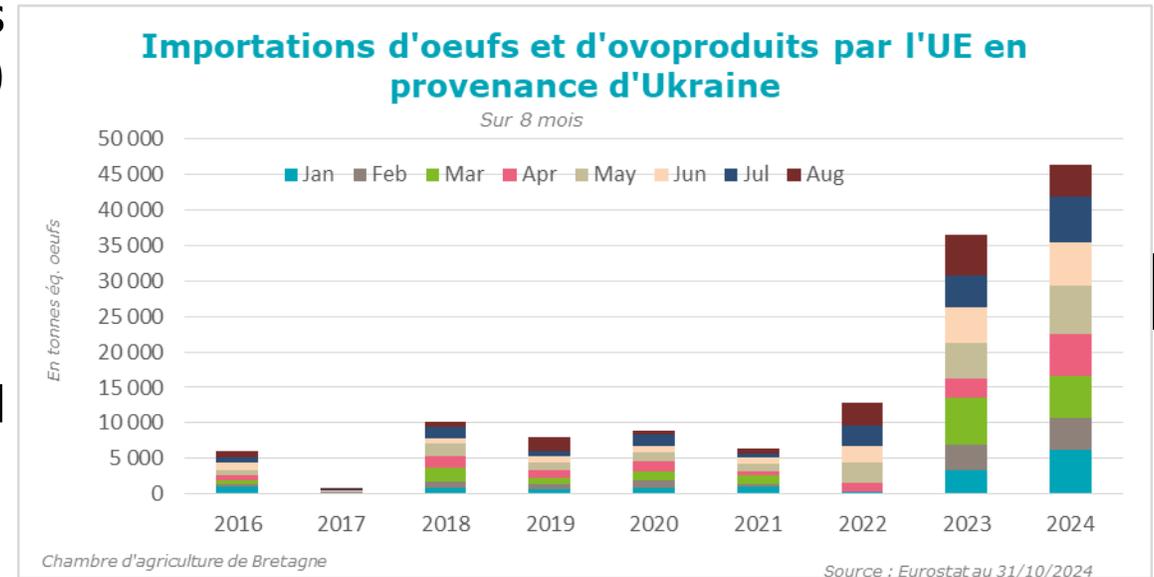
Les accords de libre-échange

- En viande bovine :
 - L'accord de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande est entré en vigueur le 1^{er} mai. Il prévoit un contingent de 3 333 tec de viande bovine à droit de douane réduit pour atteindre un maximum de 10 000 tec en 2031.
 - Un nouvel accord de libre échange est sur le point d'entrer en vigueur entre l'UE et le Mexique.

Les échanges avec l'Ukraine

■ Œufs :

- Les importations d'œufs et d'ovoproduits ukrainiens par l'UE ont progressé de 110 %/2022 et de 37 % sur 8 mois 2024/8 mois 2023. La Commission européenne a donc déclenché le « frein d'urgence ».
- Ceci a entraîné la réintroduction des contingents tarifaires prévus par l'accord UE-Ukraine.

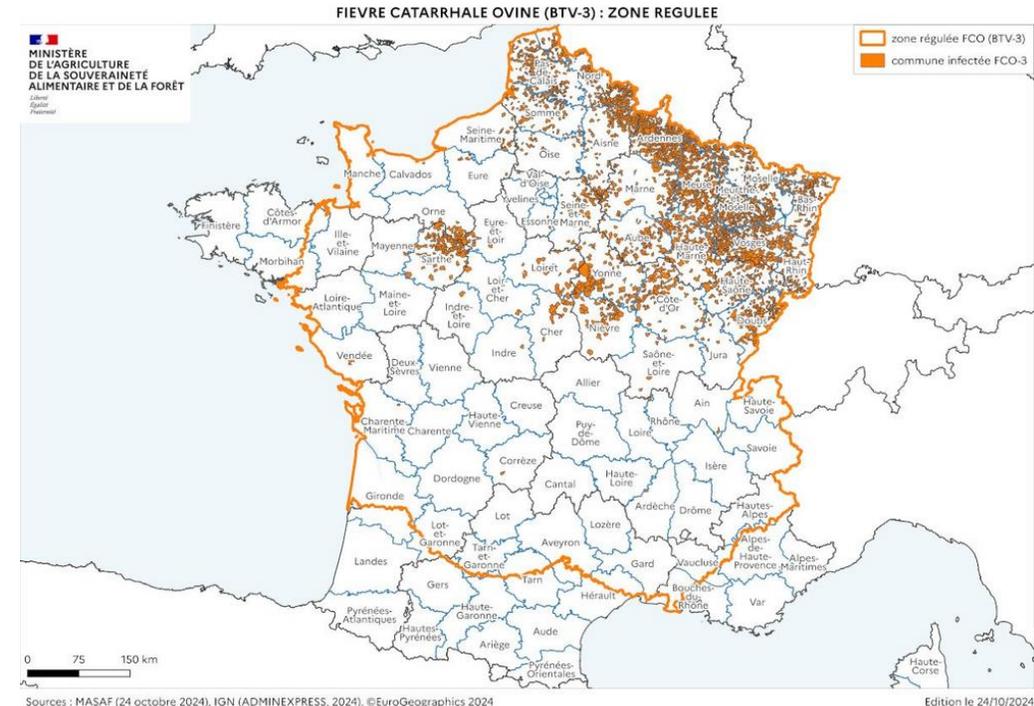
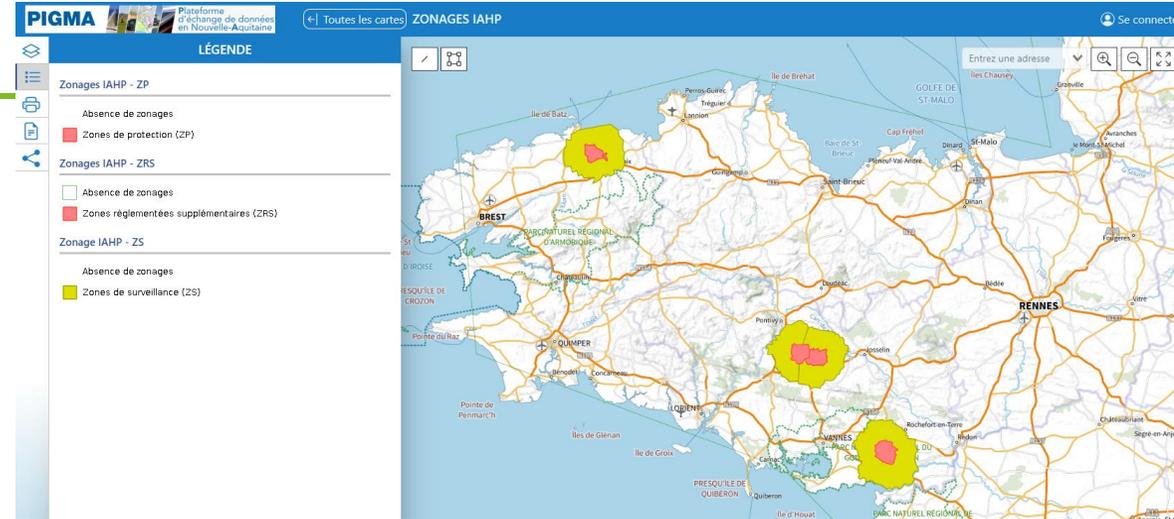


35

- En volailles de chair la clause de sauvegarde pourrait être activée d'ici la fin de l'année.

Le sanitaire

- **L'influenza aviaire** toujours présente :
 - la France est passée en risque modéré pour l'influenza aviaire depuis le 16 octobre.
 - La filière espère que la nouvelle campagne de vaccination qui s'applique aux canards permettra de contenir les risques.
- Les épizooties de **FCO** et de **MHE** risquent d'affecter la production.
- Plusieurs cas de **FPA** sur la faune sauvage ont été détectés à la frontière avec l'Allemagne.



Un avenir incertain pour l'agroalimentaire breton

Projet de loi de finances.

**Augmentation du
coût du travail.**



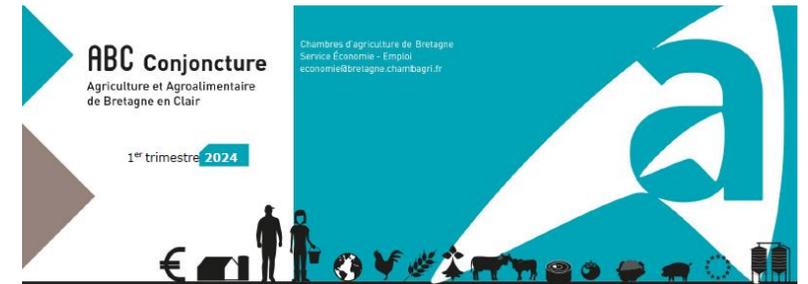
Situation sanitaire.

Négociations commerciales.

**Guerre commerciale
avec la Chine**

Retrouvez la conjoncture des principales filières agricoles chaque trimestre

- En juin et décembre sous la forme de l'ABC Conjoncture
- En février et septembre sous la forme d'une Note d'Actualités



Note d'Actualités agricoles bretonnes



Février 2024

Notre expertise à votre disposition

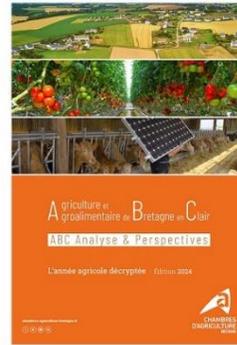
- Blog AGRIECO : <https://blog-eco-bzh.chambres-agriculture.fr>
- Nos publications ABC et Mémento SIQO



Note d'Actualités agricoles bretonnes



Février 2024



Nos études

- La production bretonne de bovins allaitants vue par les acteurs de la filière
 - L'évolution des besoins en compétences en production agricole en Bretagne
 - Caractérisation du maraîchage breton
 - Onze démarches de segmentation en production porcine décryptées
 - Etude prospective Quelle(s) agriculture(s) bretonne(s) en 2040 ?
 - ...
- Interventions proposées auprès des OPA, établissements scolaires, groupes d'agriculteurs ...

Contactez le service économie - emploi :
economie@bretagne.chambagri.fr - 02 23 48 27 70

➤ Près de 15 300 actifs en production agricole dans les Côtes d'Armor

Les actifs agricoles

- Baisse de l'emploi familial
- Progression du salariat
- **Progression de la part du salariat :**
 - de 30 % en 2010
 - à 45 % en 2023
- **Une stabilité des offres d'emploi salarié à pourvoir, mais**

Evolution de l'emploi en production agricole

